

**Convention collective**

IDCC : 8117. – **ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES  
DE POLYCULTURE, D'ÉLEVAGE, D'AVICULTURE ET CUMA  
(SEINE-ET-MARNE)  
AINSI QUE LES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,  
RURAUX ET FORESTIERS  
(ILE-DE-FRANCE)  
(12 février 1964)**

(Etendue par arrêté du 22 mars 1965,  
*Journal officiel* du 16 avril 1965)

---

**ACCORD DU 12 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE  
NOR : AGRS0897015M  
IDCC : 8117**

---

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de  
Seine-et-Marne ;

La fédération des coopératives d'utilisation de matériel agricole de Seine-  
et-Marne ;

Le groupement des entrepreneurs de travaux agricoles de l'Ile-de-France,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats agroalimentaires et forestiers de la région  
parisienne CGT ;

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CGC ;

L'union départementale FO de Seine-et-Marne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Bénéficiaires*

Le présent accord concerne les salariés non cadres des exploitations qui  
relèvent de la convention collective de travail du 12 février 1964 précitée et  
leurs ayants droit.

## **Article 2**

### *Garantie*

La garantie relative aux remboursements complémentaires de soins telle que définie par la convention collective précitée est complétée par la prise en charge totale de la franchise appliquée sur les « actes lourds » dans la limite de 20 €.

Les « actes lourds » correspondent aux actes dont le tarif est égal ou supérieur à 91 € ou dont le coefficient est supérieur ou égal à 50.

Cette garantie ne fait pas l'objet de cotisations supplémentaires et est financée par la cotisation de la complémentaire maladie gérée par Agri Prévoyance.

## **Article 3**

### *Organisme gestionnaire*

La gestion de la garantie décrite ci-dessus est assurée par Agri Prévoyance, institution de prévoyance, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

## **Article 4**

### *Date d'effet*

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 et cesseront de produire leurs effets le 31 décembre 2009.

## **Article 5**

### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Melun, le 12 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)